

LA LETTRE DU 18 JUIN

N° 264 février 2024- Trente et unième année

Le combat de l'avenir

SOMMAIRE

- CESSEZ D'EMMERDER LES MAIRES !!! ... Jacques MYARD
- L'enseignement et la culture, deux piliers du savoir ... Christine ALFARGE
- A quoi sert un Premier ministre sous MacronPaul Kloboukoff
- Le dictionnaire Pompidou Christine Manigand et OLIVIER SIBRE
- CHARLES DE GAULLE PAR FRANÇOIS MAURIAC
- EXPOSTION Soldats sportifs, pratiques sportives dans l'armée française

page 2
page 4
page 5
page 7
page 8
page 10





Par Jacques MYARD,

CESSEZ D'EMMERDER LES MAIRES !!!

Les Français se souviennent de l'interpellation de Georges POMPIDOU, Président de la République, à l'administration française « Cessez d'emmerder les Français ! ».

Aujourd'hui je plaide pour que ce conseil bénéficie aux maires qui se dévouent corps et âmes dans leur commune.

Selon de très nombreux sondages, les maires sont les élus les plus appréciés des Français quel que soit leur engagement politique.

Mais les Français savent-ils que les maires - qui sont pour nos concitoyens « le premier guichet de l'Administration », Administration avec une majuscule, car c'est au maire que la plupart des Français s'adressent en cas de difficultés -

Les Français savent-ils que les maires sont sans pouvoir, sauf pour déposer des gerbes aux monuments aux morts sur lesquels leurs noms devront être gravés...triste mais réelle réalité...

La réalité est très simple à illustrer, en matière de gestion municipale, et j'englobe les communautés d'agglomération de toute nature, l'action des maires est strictement encadrée par de multiples textes de loi, des normes tombées du ciel, que les maires a priori incompétents doivent appliquer, guidés par la main céleste des autorités supérieures qui ont pris le pouvoir !

-1) Urbanisme, l'élaboration des plans d'occupation des sols (POS), devenus plans locaux d'urbanisme (PLU) est précédé de l'envoi par le préfet du « Porter à connaissance » qui contient toutes les prescriptions que le PLU doit reprendre et respecter sauf à subir l'annulation.

Ces prescriptions sont nombreuses et revêtent de plus en plus des règles écologiques certes légitimes, mais astreignantes alors même que les lois Duflot et Élan exigent de construire, de densifier à outrance, pour atteindre 25 % de logements sociaux dans chaque commune !

La dernière trouvaille technocratique d'urbanisme -qui défraie l'actualité - est le Zéro artificialisation nette (ZAN), obligation de ne pas ouvrir de nouveaux terrains à la construction, la conséquence logique et inéluctable, construire en hauteur, construire des tours dont l'État a récemment demandé la destruction en raison des nombreuses pannes ... d'ascenseurs !

-2) Police, sécurité des personnes et des biens.

On assiste à un recul régulier de la police nationale, les maires responsables de la sécurité publique dans leurs communes -ils agissent à ce titre comme agent de l'État - sont contraints de renforcer les moyens de la police municipale sur le budget de la ville...

Mieux encore, la police municipale va recevoir des compétences judiciaires sous les ordres du procureur. Soyons lucides il s'agit d'une nationalisation de la police municipale dont les coûts seront à la charge des contribuables de la ville...

3) Fiscalité :

Depuis la suppression de la taxe d'habitation- slogan de campagne de Macron-Jupiter - , seuls les propriétaires acquittent des impôts à ville où ils habitent, avec le paiement de la taxe foncière.

Cela signifie qu'un locataire même très riche n'acquitte aucun impôt local où il habite, il s'agit là d'une totale iniquité fiscale !!!

-4) Attribution des logements sociaux : Programme local de l'habitat intercommunal (PLHI) , gestion en FLUX de l'attribution des logements sociaux.

Le PLHI est une invention des technocrates de l'État qui oblige à catégoriser par une numérisation les demandes de logements sociaux, première étape de l'État qui lui permettra ensuite de prendre la main en imposant grâce à l'ordinateur ses propres choix, en dépit du refus des maires .

La gestion de l'attribution des sociaux en FLUX est une usine à gaz, obligeant les villes à traiter toutes les demandes de logements non plus en fonction des réservations des financeurs d'une opération de construction, mais en fonction de la seule demande :



il ne peut plus y avoir de droit préalable des réservataires qui ont contribué financièrement à la construction.

Dans les villes carencées, en raison du manque de logements sociaux, les maires peuvent se voir retirer le droit de délivrer des permis de construire, qui sera alors effectué par le préfet.

Il s'agit là d'un retour en arrière de plus de 40 ans, c'est la négation radicale de la liberté de gestion des collectivités, un mépris total des maires, au nom d'une vision soviétique de la société.

-5) La Constitution foulée au pied :

L'article 72 alinéa 3 de la Constitution dispose

« Dans les conditions prévues par la loi, ces collectivités (dont les communes) s'administrent librement par des conseils élus ... »

Force est de constater que la liberté d'administration affirmée dans la 2eme partie de la phrase est vidée d'effet au profit des lois édictant des normes obligatoires !

-6) Excès de Zèle des députés du MODEM.

Les députés du MODEM en mal d'existence se proposent, dans une récente proposition de loi (PPL) , de rendre encore plus complexe le fonctionnement des conseils municipaux, au détriment de l'autorité du maire qui a la charge de conduire les services publics municipaux, ils proposent de renforcer les pouvoirs de l'opposition.

La jurisprudence a depuis des années renforcé les droits des oppositions, de là à judiciariser encore davantage le fonctionnement des conseils en mettant en place des délais plus long de convocation et d'envoi des documents à débattre

C'est oublier le travail préalable que cela exige, c'est oublier le fabuleux travail de préparation des services communaux qu'exige la tenue d'un conseil municipal, ces députés qui ne sont plus élus locaux en raison de l'interdiction du cumul des mandats, SONT HORS SOL !!!

C'est une bureaucratisation de la démocratie municipale qui ne fait que l'alourdir !

Il résulte de l'ensemble de ces dispositions que les maires sont paralysés alors qu'ils sont les représentants élus de leurs concitoyens, l'ETAT nie ainsi la démocratie représentative, il affaiblit gravement la cohésion nationale, il se prive des forces des relais des élus locaux, au risque de s'en faire des adversaires, voire des ennemis !

« Un Prince sage doit savoir se conduire de sorte que ses sujets aient besoin de lui.

Ils seront ainsi mieux disposés à le servir avec zèle et fidélité. »

Machiavel (1469-1527)

**Jacques Myard Maire de Maisons-Laffitte Membre honoraire du Parlement, Président du CNR et de l'Académie du gaullisme.*



L'enseignement et la culture, deux piliers du savoir

« Enseigner, c'est l'art de transmettre et d'innover au quotidien »

Par Christine ALFARGE,

Si l'histoire reste majoritairement l'outil de connaissance préféré des Français pour comprendre les fondements et racines culturelles des sociétés, c'est l'école qui initie l'histoire et en transmet les savoirs essentiels. Néanmoins, il s'avère que le patrimoine dans tous les domaines est privilégié par les Français, permettant d'entretenir leurs connaissances régulièrement puis de manière plus lointaine, les livres. À juste titre, on peut s'inquiéter du désintérêt croissant des adolescents concernant la lecture, de la même façon sur ce qu'ils ne savent plus de notre histoire par manque de curiosité et de volonté d'apprendre ce qu'était hier, pour mieux préparer demain et notamment endiguer la violence scolaire devenue une préoccupation majeure.

Comment va l'école ?

Aujourd'hui, l'avenir de la république est en jeu car nous sommes tous concernés par l'école publique en danger, laquelle va sombrer corps et biens. Elle va mal. L'opinion est informée de ce danger à travers les sondages ou les questions aux Français. On assiste à une dégradation dans l'esprit des citoyens. La plupart d'entre eux pensent que l'école est une affaire d'expert. Tout n'est pas mauvais. Beaucoup de secteurs sont performants avec un pôle d'excellence tout à fait normal. Pour 60% des gens, l'école ne pose pas de problème. La nation fait un effort considérable à hauteur de 135 milliards d'euros de budget pour l'école publique toutes dépenses confondues, premier poste budgétaire de l'état mis à part le remboursement de la dette, à titre d'exemple cela équivaut au montant des recettes de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dont s'occupe la direction des Finances. Le soutien scolaire n'a jamais été aussi vivant depuis 2012. Cependant, la crise est très grave. Les enfants qui décrochent sont dans la nature et on ne sait pas ce qu'ils deviennent. Un des objectifs est de réconcilier ces décrocheurs avec les études. Afin d'y parvenir, l'enseignant doit avoir conscience de son rôle déterminant dans la communication et l'envie d'apprendre basées sur des stratégies pédagogiques différentes. On assiste également à une crise du recrutement d'environ 52% de candidatures en moins pour le remplacement des enseignants qui partent à la retraite, ce qui a pour effet d'avoir plus de vacataires.

À quoi est due cette carence ?

On s'aperçoit qu'il y a un manque d'attractivité de l'enseignement notamment sur le plan financier, compte tenu de la charge de la mission à effectuer dans une banlieue pour 1500 euros avec (Bac+5). La plupart des futurs enseignants refusent, certaines contraintes les dissuadent de récupérer les pires classes pour commencer. Ce sont les signes de la crise. À l'école primaire, 40% d'enfants (environ 300 000) en sortent sans savoir lire et compter, 25% d'entre eux avec des acquis fragiles et 15% ont des difficultés très sévères et ne comprennent pas le sens de ce qu'ils disent.

L'oubli des savoirs.

Tous ces enfants doivent aller au collège, imaginez un élève qui ne sait à peine lire et écrire. C'est une humiliation et une désespérance pour les jeunes enfants issus des classes défavorisées qui depuis la maternelle, partent avec un handicap considérable. Pourquoi en sommes-nous arrivés là ? Si l'école publique les prend à trois ans en les sortant à onze ans sans réussir à leur donner les fondamentaux, il s'agit cependant d'enfants avec un potentiel avéré (8 années de scolarité). Le collège va en rattraper un peu. Les autres sortiront (environ 150 000 par an) sans diplôme, sans qualification. Un flot important de sans diplôme sera sans emploi. Le cursus s'arrête en général à la fin de la 3^{ème} pour obtenir un CAP ou un Bac pro plus qualifiant. Sans finir leur diplôme, 55% des élèves abandonnent et se retrouvent au chômage. Plus le diplôme est élevé, plus le chômage baisse. Le diplôme est une protection importante contre le chômage.

L'école duale à deux vitesses.

L'école française est marquée par les plus grandes inégalités. Elle n'est pas capable de surmonter les inégalités de base. L'échec scolaire est massif, quel est son coût ? Selon un expert éducatif : « Les enfants nous ferons payer ce coût de délinquance plus que les autres, de chômage plus que les autres et de santé plus que les autres ».



Charles de Gaulle, André Malraux (3rd from right) and Georges Pompidou (1st from right)

L'école républicaine et laïque doit être l'apprentissage du « vivre ensemble ». À ce titre, la volonté d'intégrer dans l'enseignement primaire et secondaire « une morale laïque » ayant pour objectif de réaffirmer le principe de l'intérêt général en permettant aux élèves de s'approprier les valeurs de la république et de la démocratie, est un temps fort du changement éducatif promu.

Au regard de la faible performance des élèves, l'école peut-elle changer ?

La culture française est avant tout la culture de l'élite. Peut-on parler d'un climat consensuel ? On se rend compte que nous avons une des meilleures élites du monde, seulement la part des enfants qui rivalisent avec le monde est très petite. L'OCDE a mis en place un système de comparaison en 1997 appelé programme PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) où force est de constater aujourd'hui la faible performance des élèves. Dans notre pays, la comparaison passe mal, soixante-dix pays mesurent les acquis des élèves ayant atteint l'âge de 15 ans au sujet de la compréhension écrite, la culture scientifique et mathématique en chute de façon permanente par exemple pour la France de 2006 à 2009 avec une baisse de 33%. La question du redoublement reste posée quant à savoir si c'est une bonne chose.

En 2013, le ministre de l'Education nationale a décidé une fois pour toute de donner la priorité au primaire et sur les moyens à mettre en œuvre à raison de cinq mille euros par enfant et par an à l'école primaire. Cependant, le consensus sur une réforme est très difficile à obtenir car chacun campe sur ses positions avec sa propre expérience.

L'enseignement basé sur la confiance.

Il faut d'autres façons d'agir, la capacité de changement des professionnels est avant tout liée à la confiance qu'on leur accorde et à une meilleure compréhension des difficultés qu'ils rencontrent chaque jour. À ce titre, la réforme sur les rythmes scolaires posant la question fondamentale sur l'étude des temps sociaux, nourrit un consensus entre les enseignants et les parents d'élèves craignant de nouveaux déséquilibres entre emploi du temps personnel et vie professionnelle. Quoi qu'il en soit, le savoir et les valeurs que l'École de la République est chargée de transmettre, restent une garantie de justice sociale. Le mérite revient d'abord aux enseignants qu'il faut soutenir dans leur mission quotidienne face aux enjeux d'une société confrontée à de nouvelles mutations creusant de plus en plus d'inégalités sur les territoires.

« Nous appartenons à un monde en perpétuel devenir, qui appelle des changements incessants. La formation que l'on reçoit doit être, à tous les âges de la vie, constamment reprise et modifiée... Tout d'abord, il faut parfaire la démocratisation, ce qui veut dire, essentiellement à l'heure actuelle, ouvrir plus largement l'enseignement long et l'enseignement supérieur aux fils d'ouvriers et de paysans » écrivait Georges Pompidou.

Au début de la Vème république, l'éducation nationale connaîtra de grandes transformations liées à la nécessaire modernisation de la société. Le général De Gaulle portera toujours une admiration sans faille au monde de l'enseignement, socle de notre justice sociale, d'égalité face à la transmission du savoir et du respect des valeurs qui fondent notre démocratie.

Le général De Gaulle est le vrai précurseur de l'égalité des chances, laquelle passe avant tout par l'instruction. Selon lui, « *puisque l'Etat s'est, à juste titre, chargé d'instruire la jeunesse, c'est à lui d'en fournir les moyens.* » En 1963, il va s'atteler à une politique de l'Éducation nationale. « *Pour le moment, cette institution est en proie à une gestation énorme... Depuis la base de départ créée jadis dans le primaire par l'obligation, renforcée dans le secondaire par la gratuité, complétée dans le supérieur par l'extension des bourses, une poussée élémentaire précipite filles et garçons vers un savoir plus étendu. Dans un monde où tous les étages sont devenus accessibles, le désir de connaître se joint au sentiment que l'on monte si l'on apprend.* » écrivait-il.

« *Cela suppose, bien entendu, une politique différente en matière de bourses. Il faut probablement moins disperser l'effort, il faut à coup sûr réviser les conditions d'attribution, notamment pour les fils d'agriculteurs. Mais, plus encore, faut-il faciliter la venue à l'Université des enfants des campagnes par la multiplication des établissements* » écrivait Georges Pompidou

L'enseignement, une mission primordiale.

« *L'instruction publique, tout dépend d'elle, le présent et l'avenir... Dans presque tous les domaines, elle est languissante ou nulle. Si nous ne sortons pas de la route tracée, bientôt il n'y aura de lumières que sur quelques points, et ailleurs ignorance et barbarie.* », disait Napoléon.

L'idée soutenue par le général De Gaulle était le rôle fondamental de l'éducation, pour l'avenir. « *Dans ma fonction et d'après l'ambition que je nourris pour la France, je vois dans l'Éducation nationale un service public au premier chef et qui revêt une importance et une noblesse exceptionnelles. À mon sens, la mission des hommes et des femmes qui font accéder les jeunes au domaine de la connaissance comporte, au point de vue humain, une responsabilité primordiale. Le fait d'influer puissamment sur notre destin en instruisant la fleur du peuple implique un devoir national incomparable.* » Il voulait donner la possibilité à chacun de développer sa réflexion, en fonction de ses capacités, trouver la voie qui lui convient selon qu'il décide de poursuivre sa scolarité au-delà de seize ans ou non et ainsi répondre aux besoins de développement du pays au niveau scientifique, technologique, mettant l'accent sur la natalité pour laquelle il créa l'INED, outil indispensable afin d'analyser les évolutions démographiques permettant de mener une politique familiale digne des besoins de la population française. Il avait compris que la vitalité d'un pays reposait d'abord sur la natalité et le suivi scolaire des enfants.

Son souci constant pour la jeunesse de France était très fort de l'apprentissage à l'enseignement supérieur, tous les jeunes étant de futurs acteurs de l'économie française. Le général De Gaulle ne manquera jamais ce rendez-vous avec la jeunesse de France, un symbole fort à ses yeux, il accordera une place centrale à l'éducation, se référant toujours à son père professeur, lequel au regard de son enseignement avait prodigué pendant des générations d'élèves, une grande qualité humaine et un dévouement à toutes épreuves.

« *Ainsi est abolie l'antique prédestination qui fixait, dès le départ et sauf quelques exceptions, le destin scolaire et, dans une large mesure, social de tous les enfants de France. Ainsi est offerte à la jeunesse une Education nationale où toutes les voies sont ouvertes aux capacités de chacun.* » écrivait le général De Gaulle dans ses Mémoires d'Espoir ». Les mots du général sont l'expression d'une volonté de justice sociale, ils montrent qu'il est primordial de permettre dès le plus jeune âge, celui où va se forger la personnalité et l'esprit critique, de donner les mêmes possibilités d'apprendre.

« *Puisqu'en notre temps la France doit se transformer pour survivre, elle va dépendre autant que jamais de ce que vaudra l'esprit de ses enfants à mesure qu'ils auront à assumer son existence, son rôle et son prestige.* » écrivait-il dans ses Mémoires d'Espoir. Si grâce au développement industriel, la vie des Français est devenue meilleure, la France est cette nation qui devait éclairer le monde, « *si récemment encore, notre pays était considéré comme « l'homme malade » de l'Europe, aujourd'hui son poids et son rayonnement sont reconnus partout dans l'univers.* » écrivait le général De Gaulle dans ses Mémoires d'Espoir. Il faut une ouverture sur les autres, l'éducation a tout son rôle, la transmission des parents aussi, donner l'accès à la culture tel qu'André Malraux va le promouvoir lorsqu'il sera nommé ministre chargé des affaires culturelles en 1959 sera pour lui un objectif majeur, s'exprimant ainsi « *le problème politique majeur de notre temps, c'est de concilier la justice sociale et la liberté, le problème culturel majeur, de rendre accessible les plus grandes œuvres au plus grand nombre d'hommes.* »

L'art, c'est la connaissance, sans la connaissance, on régresse.

Dans les pas de Prosper Mérimée ou de Victor Hugo, défendre le patrimoine, l'aimer à travers la culture, l'art et l'histoire qui font la grandeur du pays est essentiel. De la direction des Arts et des Lettres à la direction de l'Architecture dont le général De Gaulle souhaitait que son ami André Malraux en eût la charge, le rayonnement culturel de la France avait un relief incomparable, soutenu par des lois de programmation pour la sauvegarde du patrimoine en ayant le souci de la création architecturale. L'art, c'est la connaissance, sans la connaissance, on régresse. Dans cet esprit, la loi Malraux du 4 août 1962 programme le ravalement des grands monuments de Paris, l'inventaire général du patrimoine culturel et la création des Maisons de la culture, elle est le signe d'une époque, d'une pensée, d'une construction.

En 1965, lors de l'inauguration de la maison de la culture de Bourges, le général De Gaulle prononcera un grand discours plébiscitant la place de la culture aux avant-postes. Il s'exprimera ainsi « *La culture domine tout, condition sine qua none de notre civilisation.* »

L'épanouissement des arts et de la culture est inhérent à la société acceptant les contradictions, les provocations, l'inattendu, l'innovation, ne pas être d'accord. La préservation de la démocratie rend possible l'expansion de la culture et des arts conditionnée à des budgets culturels suffisants, à l'investissement dans des projets audacieux et à une politique culturelle favorable à toutes les catégories de la population. « *La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert. Eh bien, conquérez-la !* » écrivait André Malraux.

A travers ses choix éducatifs et culturels, le général De Gaulle a toujours guidé la France vers l'unité nationale ! Aujourd'hui, notre devoir est d'en assurer la transmission aux jeunes générations... !

**Christine ALFARGE Secrétaire générale de l'Académie du Gaullisme*





A quoi sert un Premier ministre sous Macron

par Paul Kloboukoff,

Avant propos : Les médias audiovisuels, et même CNEWS, n'ont pas encore entièrement réalisé que depuis les élections législatives de 2022, Macron n'a plus qu'une minorité présidentielle. Ils continuent à parler de « majorité présidentielle », ce qui contribue à tromper les Français sur la légitimité des décisions du président.

En remplacement d'Elisabeth Borne, le président nous a offert en cadeau de nouvelle année le plus jeune Premier ministre à ce poste en France. L'heureux nommé, Gabriel Attal, a 34 ans. Dès 17 ans, pendant 10 ans, de 2006 à 2016, il a milité au parti socialiste. En 2016, il a pris le train En marche. Ses qualités de communicant n'ont pas échappé en haut lieu. Après la réélection de Macron en 2022, pendant quelques mois, Attal a été ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse. Il s'est alors fait remarquer par les médias (et les Français ?) en condamnant le harcèlement scolaire, en prônant le port de l'uniforme et, surtout, en interdisant l'abaya en milieu scolaire. Pour lui, l'éducation est une priorité. Il entend, dit-on, rester derrière, ou devant, la nouvelle ministre de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports, Mme Amélie Oudéa-Castéra (AOC). Le 20 mai 2022, elle avait été nommée ministre des Sports, des Jeux Olympiques et Paralympiques dans le gouvernement d'Elisabeth Borne. Mme AOC ne semble pas se faire d'illusions. Le jour de sa nomination, en réponse à Attal, elle a dit « Je sais que vous aurez à cœur de m'accompagner et même de me coacher ». Elle n'a pas tardé à susciter la polémique et à mettre le clan macronien mal à l'aise en révélant que ses enfants étudient à Stanislas, une école privée catholique réputée, et en critiquant l'école publique.

« Surprise et disruption », changement d'ampleur, devaient caractériser le remaniement ministériel du 11 janvier suivant la nomination d'Attal. Or, c'est « **Nomination du gouvernement Attal : retour aux années Sarkozy** » (1) que l'on a pu lire sur le monde.fr du 12 janvier. On peut ajouter que Macron a fait montre de conservatisme. « Pour survivre, le manche est désormais bloqué à droite ». Sur les 14 ministres nommés ou renommés, 8 proviennent de la droite. On retrouve Bruno Lemaire à l'Economie, Gérald Darmanin à l'Intérieur et Sébastien Lecornu à la Défense. Un fidèle de Macron (et infidèle à Gabriel Attal, dont il s'est séparé), Stéphane Séjourné, a été titularisé au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Deux « proches » de Sarkozy ont aussi été nommés, Rachida Dati au ministère de la Culture et Catherine Vautrin, une vétérane de 63 ans, à la tête d'un immense et multidimensionnel ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités. Rachida Dati a été la surprise-provocation du Chef... aussitôt exclue des Républicains. L'aile gauche de la minorité présidentielle « ne comprend pas pourquoi elle est sacrifiée et le centre apprécie peu d'être négligé ». On peut aussi s'interroger sur les motivations de ce resserrement à droite de la Macronie.

Face à la révolte des agriculteurs et des pêcheurs, le nouveau ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Marc Fesneau, ainsi que la porte-parole du gouvernement, Mme Prisca Thévenot n'ont pas eu le temps de s'échauffer avant de « dialoguer ». Aux questions qui leur sont posées et aux critiques adressées, ils ont tout de suite montré leur aptitude à répondre avec animosité, à pourfendre leur interlocuteur, avant d'aborder, brièvement et d'un ton péremptoire ou condescendant, le problème que l'imprudent a soulevé. Quelles réponses satisfaisantes et/ou rassurantes peuvent-ils donner, sachant que c'est Bruxelles qui a la main sur les clés du camion ? Peuvent-ils prétendre protéger nos agriculteurs et, en même temps, approuver les signatures des accords de libre-échange de l'UE avec le Mercosur, d'un côté ; et avec la Nouvelle-Zélande, de l'autre, qui vont mettre des paysans français sur la paille.



Que signifie pour eux « Souveraineté alimentaire » ? L'importation sans limites et sans contrôle de produits qui ne sont pas soumis aux mêmes normes que celles que l'UE impose à « ses » producteurs ? C'est incohérent !

A ce propos, dans une tribune percutante, les Républicains François-Xavier Bellamy (FXB) et Anne Sander ont dénoncé « **La responsabilité écrasante de la Commission européenne dans le malheur de nos agriculteurs** » (2). FXB avait critiqué la stratégie de la Commission de 2020 baptisée « Farm to fork » (de la ferme à la fourchette) et le principe associé de la « transition verte » imposant la décroissance et ses conséquences inévitables. Une baisse de la production agricole de - 13% d'ici 20230 était prévue.

Après avoir conduit la liste des Républicains aux élections européennes de 2019, FXB est député au Parlement européen. Il a 38 ans, soit 4 ans de plus qu'Attal. Esprit brillant, il est passé par Normale sup et est agrégé de philosophie.

Le gouvernement actuellement partiel d'Attal devrait être complété après le discours de politique générale du Premier ministre prévu pour le 30 janvier, soit 3 semaines après la 1^{ère} fournée, et en pleine révolte des agriculteurs et des pêcheurs pour leurs survies. Pourquoi E. Macron a-t-il besoin d'autant de temps pour choisir les autres ministres ? Mystère. En attendant, ceux qui espèrent trépignent et ceux qui craignent de ne pas être reconduits font profil bas. Parmi les premiers, la rumeur pronostique qu'Agnès Pannier-Runnaccher, ex ministre de la Transition écologique, pourrait être secrétaire d'Etat en charge de la Santé, pour seconder Catherine Vautrin, que Roland Lescure, ancien ministre de l'Industrie, pourrait être en charge de l'Energie dans le ministère élargi de Bruno Lemaire. Celui-ci voudrait aussi conserver plusieurs ministres, dont Jean-Noël Barrot, au Numérique, Olivia Grégoire, aux Petites et moyennes entreprises, et Thomas Cazenave, aux Comptes publics (3). Il faudra attendre début février pour connaître le gouvernement au complet.

Pourquoi le président Macron a-t-il choisi Gabriel Attal ? De l'avis de la plupart des commentateurs « avisés », ce serait **pour faire barrage au Rassemblement national (RN) aux élections européennes du mois de juin** et à son jeune leader **Jordan Bardella**.

Dans l'esprit du président, c'est apparemment cet objectif majeur, cette finalité, qui doit être assignée à un Premier ministre pour gouverner la France dans l'intérêt de la nation et de son peuple, pour endiguer son déclin international et lui redonner du poil de la bête. Il n'est pas certain que nos concitoyens applaudissent de telles visées lors des élections européennes..

La Macronie a de bonnes raisons de trembler. Selon un sondage pour les Echos du 22 janvier (4), avec Jordan Bardella à sa tête, la liste du Rassemblement national (RN) recueille 27% des intentions de vote, alors que la liste de Renaissance n'en obtient que 20%... et on ne sait pas encore qui sera à sa tête. Les volontaires ne semblent pas se bousculer. Les hausses des prix et en particulier celles, pharamineuses, de l'électricité, nuisent évidemment au camp de l'exécutif. Vu le saut en hauteur du prix de l'électricité de février, les choses ne devraient pas s'arranger pour lui.

Avec Jordan Bardella (JB), le RN est un adversaire redoutable. Rappelons que JB est né en septembre 1995 et a 28 ans, soit 6 ans de moins que notre jeune Premier ministre. Il a grandi dans une cité à Drancy, en Seine-Saint-Denis, a arrêté ses études après le Bac pour s'engager en politique et a adhéré au Front national (FN) en 2012. C'est lui qui, à 23 ans, a été tête de la liste du RN qui a devancé celle d'En marche aux élections européennes de 2019. Député européen, JB a accédé à la présidence du RN en 2021.

Autre point à son actif, il figure au Top 50 des personnalités préférées des Français de décembre 2023 (5). L'indéboulonnable Jean-Jacques Goldman y trône toujours la première place, suivi de vedettes du spectacle et de quelques sportifs de haut niveau. JB est 30^{ème}. Il est le seul politicien français parmi les 50, ce qui inciterait à penser que nos concitoyens n'apprécient pas les spectacles que leur jouent les autres politiciens omniprésents sur nos écrans de télé.

L'optimisme n'est pas de mise pour tous sur l'avenir de l'UE. Selon le groupe de réflexion European Council of Foreign Relations, « **Les populistes de droite pourraient prendre le contrôle du Parlement européen pour la première fois** ».

C'est ce qu'a titré msn.com le 24 janvier (6). Selon ce groupe de réflexion, « les populistes eurosceptiques devraient arriver en tête des sondages [ou des élections ?] dans neuf pays de l'UE - dont l'Autriche, la Belgique, la France et les Pays-Bas ». Ils arriveraient en 2^{ème} ou 3^{ème} position dans neuf autres pays.

Au Parlement européen (PE), le groupe « d'extrême droite » Identité et Démocratie (ID) gagnerait 40 sièges lors du scrutin de juin. Ensemble avec le groupe CRE, qui a reçu le renfort du parti de droite Fidesz de Victor Orban (ennemi juré de Macron), ID et CRE pourraient occuper plus du quart des sièges du PE. Ils devanceraient alors les deux groupes d'habitude en tête, le PPE de droite et le S&D socialiste. Le groupe libéral « Renew Europe », auquel est affilié Renaissance, perdrait 15 sièges et deviendrait le 4^{ème} groupe du PE.

Dans une telle situation, la stratégie verte de la Commission ainsi que la politique de soutien financier et militaire à l'Ukraine pourraient être menacées. Peut-on espérer que le combat **pour une Europe des nations**, solidaires, mais moins soumises au joug bruxellois, telle que la désirait le Général De Gaulle, reprenne de la vigueur.

**Paul KLOBOUKOFF Académie du Gaullisme le 27 janvier 2024*

Sources et références

- (1) Nomination du gouvernement Attal : retour aux années Sarkozy
lemonde.fr/idees/article/2024/01/12/nomination-du-gouvernement-attal...
- (2) François-Xavier Bellamy et Anne Sander : « La responsabilité écrasante de la Commission européenne dans le malheur de nos agriculteurs »
lesrepublicains.fr/actualites/2024/01/23/francois-xavier-bellamy-et-anne-sander-la-responsabilite...
- (3) Remaniement : le gouvernement au complet seulement après le discours d'Attal
linternaute.com/actualites/politique/4264491-remaniement-le-gouvernement-au-complet... le 19/01/2024
- (4) SONDAGE EXCLUSIF - Européennes 2024 : le pouvoir d'achat revient en force dans les motivations de vote
lesechos.fr/politique/sondage-exclusif... le 22/01/2024
- (5) Le Top 50 des personnalités. Décembre 2023
ifop.com/wp/content/uploads/2024/01/120463-Top-50-des-personnalites-Decembre-2023-PUBLICATION
- (6) Les populistes de droite pourraient prendre le contrôle du Parlement européen pour la première fois
msn.com/fr/actualite/monde/les-populistes-de-droite... le 24/01/2024





Le dictionnaire Pompidou

Christine Manigand et OLIVIER SIBRE

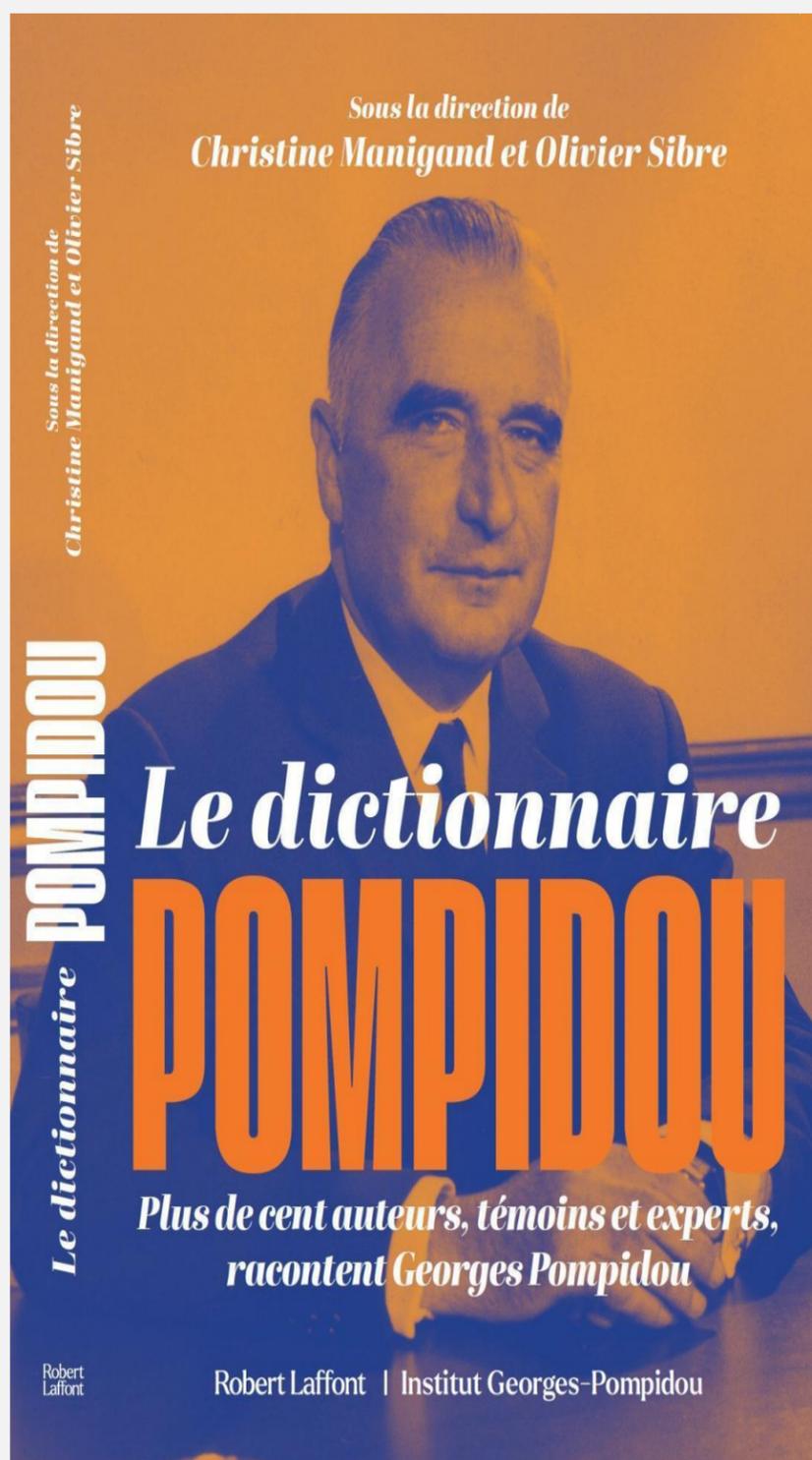


OLIVIER SIBRE

Agrégé et docteur en histoire de Sorbonne-Université il a occupé les fonctions d'allocataire-moniteur et d'ATER à Sorbonne-Université, professeur agrégé d'histoire-géographie aux lycées Jean Macé (Vitry-sur-Seine) et Romain Rolland (Ivry-sur-Seine), secrétaire scientifique du labex EHNE (Écrire une Histoire Nouvelle de l'Europe), chargé de cours à l'Institut Catholique de Paris, à Sciences Po Paris, à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, à l'HEIP (École des Hautes études internationales et politiques). Je suis actuellement directeur des études et de la recherche à l'Institut Georges Pompidou, chercheur associé à l'UMR SIRICE, trésorier et membre du bureau de l'AFHRC, membre de l'ANR GlobalVat, chargé de cours à Sorbonne-Université et à l'HEIP.



Christine Manigand Spécialiste d'histoire politique, est professeure d'histoire contemporaine à l'université Sorbonne-Nouvelle et préside le conseil scientifique de l'Institut Georges-Pompidou. Olivier Sibre est agrégé et docteur en histoire contemporaine, directeur des études et de la recherche de l'Institut Georges-Pompidou.



Le dictionnaire Pompidou

Parution du livre le 21 mars 2024, éditions Robert Laffont

Pour les 50 ans de sa mort, plus de cent auteurs, témoins et experts, racontent Georges Pompidou.

« Les peuples heureux n'ont pas d'histoire, je souhaiterais que les historiens n'aient pas trop de choses à dire sur mon mandat »

La prophétie s'est réalisée, moins parmi les historiens, que dans la mémoire collective, à l'ombre du général De Gaulle. Georges Pompidou aurait perdu le cœur des Français, alors qu'il incarne des "années bonheur" que rien ni personne, depuis, ne semble avoir retrouvé.

Ce compromis de la grandeur avec le bonheur, de l'exigence avec la prospérité, c'est le moment Pompidou, cette rencontre d'un Français petit-fils de paysans du Cantal, fils de deux hussards noirs de la République, avec un destin national, ayant profité d'une ascension méritocratique absolument inégalée.

Dernier littéraire, normalien et agrégé des lettres, à accéder à la fonction suprême, pourtant rompu aux questions monétaires, financières, économiques, et industrielles, maîtrisant parfaitement tous les dossiers du pays, parfaitement politicien, parfaitement fidèle aussi à son mentor sans avoir été en résistance, Georges Pompidou, cet humaniste passionné de culture et de création, incarne la profondeur d'une France en pleine transformation, capable de penser son avenir et de le façonner.

Publié par l'Institut Georges Pompidou à l'occasion du 50e anniversaire de la mort de l'ancien chef de l'Etat, ce dictionnaire inédit grand public rédigé par les meilleures plumes (écrivains, académiciens, universitaires, journalistes, politiques) retisse les liens entre Georges Pompidou et les Français, à travers un parcours intime et public polysémique, illustrant tous les aspects de sa personnalité et de son action.

CHARLES DE GAULLE

PAR FRANÇOIS MAURIAC



Parmi les grands hommes contemporains, aucun n'a autant fasciné et intrigué le monde que Charles de Gaulle. Souvent incompris des Français eux-mêmes, il l'était encore davantage des étrangers. Ceux-ci n'arrivaient à le classer dans aucun des clans politiques ou des partis traditionnels qui le soutenaient souvent contre leur gré pour ne pas perdre la faveur des masses. Les uns l'admiraient pour sa foi inébranlable dans les destinées de la France, même aux heures les plus sombres de son histoire, les autres le détestaient pour ce qu'ils considéraient comme sa morgue, surtout quand les intérêts de leur pays s'opposaient à ceux de la France. Churchill lui-même trouvait en lui tantôt un conseiller précieux, l'« homme du destin », tantôt un défenseur de sa patrie d'une intransigeance exaspérante ; d'où sa célèbre boutade : « Parmi toutes les croix que j'ai dû porter, la plus lourde a été celle de Lorraine. » Homme aux nombreuses contradictions, à la tête d'un pays plein de contradictions, Charles de Gaulle restait aux yeux des étrangers le symbole de la France éternelle, certes, mais aussi celui qui guidait malgré elle cette « vieille terre rongée par les âges » vers un destin dont bon nombre de Français ne voulaient pas d'abord. Nul n'était mieux placé que François Mauriac pour expliquer de Gaulle aux étrangers. Car s'il ne l'avait pas tout à fait bien compris, comme le pensent certains, l'admiration qu'il lui portait depuis la Libération — ne l'appelaient-ils pas alors « le -premier des nôtres » ? — et le soutien inconditionnel qu'il lui avait toujours accordé par la suite, sauf à l'époque du R.P.F., lui donnaient le droit d'en parler à cœur ouvert. D'ailleurs, l'admiration de Charles de Gaulle pour le grand écrivain faisait pendant à celle de François Mauriac pour l'homme politique. « Quant à moi, écrivait le général en 1970, je lui voue une reconnaissance extrême pour m'avoir si souvent enchanté, pour être un des plus beaux fleurons de la couronne de notre pays, pour m'avoir honoré et aidé dans mon effort national, de son ardente adhésion, de sa généreuse amitié, de son immuable fidélité. Cette admiration de François Mauriac pour Charles de Gaulle lui permettait-elle de le juger sereinement ? Nous laisserons le soin aux lecteurs d'en décider par l'article suivant, qui était destiné à paraître en 1960 dans une revue américaine, mais qui, en fait, est resté inédit (2). Cet article, tout en étant un clair exposé de la politique gaulliste et un portrait saisissant du grand homme d'Etat, est en même temps, par son caractère prophétique, un éloquent témoignage de la perspicacité de François Mauriac qui, dès 1960, avait bien compris qu'un jour le général se retirerait à Colombeyles-Deux-Eglises.

KEITH GOESCH

(1) Lettre du général de Gaulle à Mme François Mauriac en date du 1^{er} septembre 1970, reproduite par Jean Mauriac dans *Mort du général de Gaulle* (Grasset, 1972), p. 134. (2) Le manuscrit de ce texte a été offert en 1968, par François Mauriac, à la Bibliothèque littéraire Jacques Doucet.

(2) Le manuscrit de ce texte a été offert en 1968, par François Mauriac, à la Bibliothèque littéraire Jacques Doucet.

Je ne crois pas qu'il ait jamais existé un homme politique français plus difficile à comprendre pour des étrangers que le général Charles de Gaulle. Il est impossible qu'un Américain, lorsqu'il considère ce qui s'est passé en France au lendemain du 13 mai 1958, ne fasse pas un rapprochement avec l'histoire de Mussolini, avec celle d'Hitler ou de Salazar, ou du général Franco. Beaucoup de Français eux-mêmes s'y sont trompés, à commencer par les comploteurs du 13 mai qui ont cru se servir de de Gaulle, mais qui en fait ont été évincés par lui. Que nos amis Américains le comprennent enfin : non seulement de Gaulle n'est pas un dictateur, mais je serais presque tenté de dire qu'il est le dernier libéral — un libéral du vieux temps comme il n'existe presque plus chez nous ; et la meilleure preuve, c'est que ce prétendu dictateur, devenu le maître du pouvoir, est combattu ouvertement ou sournoisement par la grande presse d'information, et qu'il ne fait rien pour y mettre le holà. Imaginez Hitler ou Mussolini acceptant cette opposition de la presse.

Je suis l'un des très rares journalistes qui soient résolument à son côté. Toute la droite, au moment où j'écris cet article, est pour Pinay contre de Gaulle, sinon pour Massu contre de Gaulle. Quant à la gauche elle le considère comme son premier adversaire. Certes, la masse du pays le soutient; mais que pèserait cette adhésion quasi unanime (dont le maréchal Pétain lui-même avait paru bénéficier), le jour où l'armée révoltée, en liaison avec les ultras d'Alger et des politiciens de Paris, tenterait un nouveau 13 mai ? Si le général de Gaulle, soutenu par tout le monde, a tant de monde contre lui, c'est qu'il

concentre dans sa personne toutes les contradictions qui reflètent celles mêmes de l'histoire de la France et du monde en ce premier mois de l'an 1960. Les partis de gauche n'ont pas tort de considérer de Gaulle comme un ennemi du gouvernement démocratique, parce que pour eux la démocratie se confond avec le régime parlementaire tel que nous l'avons pratiqué en France depuis 1870, et que le général de Gaulle en effet n'a eu de cesse qu'il l'ait réduit à l'impuissance. Et si peu qu'il en reste aujourd'hui, de ce système, le général de Gaulle doit trouver encore que c'est trop.

Eh bien ! je crois être démocrate et sur ce point, je l'approuve. Il est faux, et les Etats-Unis en donnent l'exemple, qu'une vraie démocratie exige que l'exécutif soit bridé et rendu impuissant par le législatif souverain. Cette opinion paraît normale et sage à un Américain, qu'il soit républicain ou démocrate ; mais elle fait horreur en France aux socialistes, aux radicaux, aux démocrates populaires, aux indépendants, à tous les membres de tous les partis qui sont la projection sur l'écran politique de ce fameux individualisme français dont nous avons eu à nous louer beaucoup en art et en littérature, mais qui fait de nous sur le plan politique un pays divisé contre lui-même, un pays ingouvernable, et où le vrai pouvoir est finalement détenu par les intérêts particuliers. Il faut comprendre que le général de Gaulle, en prenant le pouvoir, a interrompu un système mortel pour nous, mais qui correspondait à la multiplicité des coteries et des clans, lesquels recommencent de s'agiter à mesure que les obstacles qui s'opposent à de Gaulle deviennent plus menaçants.

En somme le paradoxe est celui-ci : ce général, porté au pouvoir par ce qu'il faut bien appeler un coup d'Etat de l'armée, a éliminé les hommes qui avaient fait le coup, et a fait appel à d'anciens politiciens de la République défunte et à ses amis personnels pour former le gouvernement. Mais lui-même, il a été pris à son propre jeu : le pays, croyant voter gaulliste, a envoyé au Palais-Bourbon une chambre qui, élue par la seule vertu du nom de de Gaulle, est en grande majorité d'extrême droite, au sens le plus étroit du mot. Or, ces tenants d'un état de choses périmé pour tout ce qui touche à notre ancien Empire et à l'Algérie, ne mettaient pas en doute que de Gaulle, ce général, ce catholique, pensait comme eux.

Or, quelle surprise de le voir, en particulier en Algérie, mener un jeu d'abord volontairement confus, mais qui, à mesure qu'il se dégage et s'exprime en termes clairs, en propositions ouvertes de pourparlers, et avant même que le mot d'autodétermination ait été prononcé, manifestait assez que sa politique allait à l'encontre de tout ce que l'armée préconise, et de ce qu'exigent les ultras d'Algérie. Le Parlement, sourdement hostile lui aussi à cette politique, est réduit à l'impuissance par la Constitution. Mais l'armée, elle, est sur place et elle détient la force. Rien ne peut se faire contre elle. Nous touchons ici à ce qui est le drame de de Gaulle. Son génie politique aperçoit clairement dans tous les ordres ce qu'il croit qu'il doit faire.

Sur le plan international, il a les mains à peu près libres, et nous l'avons vu en peu de temps rétablir les positions françaises. Mais en Algérie, ce général français heurte violemment à la fois les intérêts européens et la volonté d'une armée qui, après le désastre de Bien Bien Phu, a juré de n'être plus jamais ce qu'elle considère qu'elle fut alors : la victime des politiciens. De Gaulle avance, il recule, il négocie. Les hommes qu'il a mis en place à Alger ne s'y maintiennent qu'en ménageant l'adversaire, sinon en pactisant avec lui. A mon sens, de Gaulle avait ses plus grandes chances de réussir par surprise ; et le malheur est que les hommes du F.L.N. qui étaient désireux de ne pas laisser passer cette chance que représente de Gaulle pour tous les Algériens, musulmans et Français, n'ont pas osé ou n'ont pas pu la saisir.

À u moment où j'écris ceci, les activistes d'Alger, et les éléments - à 1 de l'armée qui ont résolu de barrer la suprême tentative de paix que de Gaulle prépare viennent de lui jeter dans les jambes cette interview du général Massu, lequel n'est à coup sûr que l'instrument d'hommes plus habiles et plus puissants que lui. Ici, éclate la tragique ambiguïté d'un grand destin : ce général dont le nom même est un symbole, qui à l'époque la plus honteuse de notre histoire a été, si j'ose dire, à lui seul spirituellement et même physiquement la France, cet aristocrate, ce catholique, qui s'est forgé de sa patrie une certaine idée empruntée toute à l'histoire la plus traditionnelle, cherche pourtant à délivrer la nation de cette gangue colonialiste où elle risque l'étouffement, et dans laquelle elle s'efforce de la maintenir toutes les puissances qui tiennent chez nous sous cette étiquette : « la droite ». La gauche n'en traite pas moins en adversaire cet homme qui pourtant, devenu le maître, lui laisse le champ libre. De Gaulle n'est en rien responsable de la décadence en France des forces de gauche. Je ne puis aborder ici ce sujet. Et il faut conclure. Depuis dix-huit mois le prestige immense du général de Gaulle lui a permis de se maintenir au-dessus de toutes ses contradictions — non de les réduire.

Depuis le jour où il a défini le principe d'autodétermination en Algérie, il est sorti de l'ambiguïté et a heurté de front les ultras et l'armée, et en France même, au Parlement, tous ceux pour qui toute la politique du monde tient en deux mots : « Algérie française ». Il demeure porté, sans aucun doute, par la volonté de la nation, qui compte sur lui pour en finir avec le drame algérien et pour éviter un coup de force intérieur. Mais il semble bien que nous ayons atteint un point où ce périlleux équilibre ne peut plus être maintenu. L'incident Massu est grave. Si le général de Gaulle ne sévit pas, il aura capitulé devant l'idole des ultras ; et s'il sévit, il tombe dans le piège qui lui a été tendu : car c'est bien ce qu'attendent de lui, ce que désirent les activistes d'Alger pour soulever de nouveau la ville et pour préparer un nouveau 13 mai.

Il reste que de Gaulle est de Gaulle, qu'il n'est pas un personnage plus ou moins gonflé par les circonstances, mais un homme tel qu'il n'y en a pas eu dans notre histoire depuis un siècle ; il reste que beaucoup de Français en gardent le sentiment, et que beaucoup parmi ceux mêmes qui ne l'aiment pas redoutent ce qui viendrait après lui. Pour moi, j'ai une foi entière en l'homme. Ce que je crains, c'est cette fragilité de toute vie ; celle-ci, qui touche au déclin, peut être interrompue à chaque instant. Il reste aussi ce dégoût auquel de Gaulle a cédé une fois déjà. Je tremble toujours de le voir se lever soudain et jeter un « adieu, Messieurs ! » à la meute qui l'entoure à distance respectueuse, et rentrer dans le silence de Colombey-les-Deux-Eglises, pour ne plus contempler que la France éternelle, sans rien plus vouloir connaître des Français d'aujourd'hui.

FRANÇOIS MAURIAC de l'Académie française



EXPOSITION

Soldats sportifs, pratiques sportives dans l'armée française de 1914 à nos jours

09 septembre 2023 > 19 août 2024



**MUSÉE
DE LA
GRANDE
GUERRE**
PAYS DE MEAUX

SOLDATS SPORTIFS

Pratiques sportives dans l'armée de 1914 à nos jours

EXPOSITION du 09.09.2023 au 19.08.2024

#ExpoSport1418



LA LETTRE DU 18 JUIN

N° 233 Janvier 2021- vingt-neuvième année

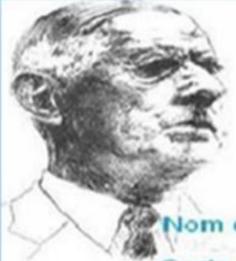


Le combat de l'avenir

SOMMAIRE

- Nouvelle Année, Nouvel Espoir : rétablissons la souveraineté de la France. Jacques Myard page 1
- « Ils ont fait la France grandiose... » ... Christine Alfarge page 2
- Le général de Gaulle économie et finances ... Henri Fouquereau page 3
- Note de lecture de l'ouvrage « Entretien avec Michel Anfröl » ... Marc Fossez page 4
- Noël nous faire redécouvrir l'échange vrai Marc Dugois page 7
- Deux défis majeurs pour le nouveau président américain ... Paul Kloboukoff page 8





BULLETIN D'ADHÉSION ET D'ABONNEMENT À 18 JUIN
Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à :
Académie du Gaullisme

Nom et prénom..... Adresse

Code postal..... Ville.....

Téléphone fix..... Téléphone portable.....

Courriel

Cotisations : ---- x 25 € (plus de 25 ans) ---- x 10 € (moins de 25 ans) ---- x 30 € (couple)
A partir de ---- x 75 € (membre bienfaiteur)

Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à : Académie de Gaullisme, Monsieur ALFARGE Amir
12, Rue Rabelais 86130 JAUNAY- MARIGNY

Site officiel Paris France
www.academie-gaullisme.fr

© 01.02.2024